

# LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs

Supplément au N°12 - Juin 2017 - Prix libre

## RETOUR SUR LES LUTTES DE 2016

Au lendemain de la triste élection présidentielle, nous avons entendu : « *J'ai compris, chère Muriel, que votre feuille de route allait approfondir le sillon de la négociation collective en entreprise* »\*. Le ton est donné. Certains d'entre nous s'étaient promis que les élections de 2017 n'auraient pas lieu, qu'elles seraient un non-événement. Et pourtant, nous voilà bien obligé.e.s de nous préparer aux ordonnances de notre nouveau monarque.

À Amiens, quel bilan critique peut-on dresser un an après le mouvement social contre la loi travail ?

### HOUSTON VOUS M'ENTENDEZ ?

Dès le mois de mars, le « Réveil des betteraves » nous fait miroiter un beau moment de convergence des luttes, sous lequel nous pouvions voir poindre la mise à feu de la fusée Ruffin. Très tôt, aux réunions de préparation, nous sommes confronté.e.s aux premiers cahots : un ultimatum de l'avocat des Goodyear qui au dernier moment, après plusieurs semaines d'organisation, impose que l'évènement n'ait pas lieu devant le Palais de Justice ; un manque de diversité des prises de parole à la tribune, la présence d'un parti politique à nos cotés alors qu'il avait été décidé de les exclure auparavant...

Le débat est à peine entamé que le chef a cheffé et l'évènement se déroulera place de la Maison de la Culture le 12 mars avec Lordon en tête d'affiche et le parti politique Nouvelle Donne au milieu des stands de collectifs, d'associations et de syndicats. Une horizontalité dans les mots, mais dans les faits ?

### PRISE DE RISQUE

Nouvelle initiative, des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s lancent la mobilisation, début avril. Avec les militants des syndicats, les premières manifestations s'organisent.

On bat le pavé, dans des cortèges parfois confus, aux rythmes des playlists surannées des camions de la CGT et de FO. Premières arrestations, le commissariat, au même titre que le Palais de Justice par la suite, deviendra un point de rendez-vous régulier.



À la fin d'une manifestation, une action s'improvise. Quelques militant.e.s ont en tête d'organiser un conseil citoyen dans la salle du conseil municipal. La mairie est investie par une partie des manifestant.e.s. Les plus chevronné.e.s préviennent : « on va s'en prendre plein la gueule ». Le lieu sera évacué au bout de quelques heures avec « courtoisie et pédagogie » par des policiers armés de pieds en cap. Avant l'irruption des flics, certains des initiateurs de l'action s'éclipsent avec discrétion, d'autres avec éclat. Les manifestant.e.s suivant.e.s, coincé.e.s, récoltent des coups de matraque voire des amendes salées et des mois de procédures judiciaires. Qu'y avait-il à gagner ici, si ce n'est la confirmation que la répression s'annonçait dure et implacable ? Ce sont les premiers signes d'un manque de formation des militant.e.s jeunes et moins jeunes, d'une naïveté sincère peut-être. Certains découvrent que oui, le capital est un réel ennemi armé de gaz, de matraques vraiment solides, d'un pouvoir coercitif que nous rejetons en bloc, et d'une fausse morale.

Le mouvement sera également marqué par une manifestation de nuit où diverses vitrines de banques seront décorées de slogans fleuris. Les "artistes" opèrent parfois à quelques mètres des policiers qui suivent le joyeux cortège. Si l'idée reste séduisante, quelques précautions auraient pu éviter la suite. Certain.e.s sont arrêté.e.s la nuit-même. Malavisé.e.s par leur avocat, il.elle.s se retrouvent à accepter une comparaison immédiate sur reconnaissance préalable de culpabilité. Soit la pire des solutions.

### OCCUPATION DU CAMPUS

Pendant ce temps, sur décision de l'AG, le campus (ou plutôt un amphi) est bloqué et occupé. Il s'y organise conférences, ateliers et projections, vie collective, pendant plusieurs semaines.

Au comité de mobilisation étudiant et lycéen, les diverses arrestations seront l'occasion de rouvrir le débat méchants casseurs/gentils manifestants. Pour nous le débat avait été tranché : à savoir que cette distinction n'avait pas lieu d'être.

Mais pour quelques façades de multinationales taguées, quelques membres des JC prennent l'initiative d'un communiqué qu'ils envoient au Courrier Picard pour se désolidariser de l'action, le tout au nom du comité de mobilisation, sans l'aval de celui-ci. Abus de pouvoir quand tu nous tiens ! Osons-nous le terme ? Trahison. Oui, on l'affirme car dans la foulée, deux cop.ain.ine.s d'Amiens arrêtés.e.s sur Paris se verront mis.e.s à l'écart de l'occupation du campus. La raison officielle ? Ils sont autonomes, sans parti ni syndicat, ça gêne ! Un comble, car se seront ces personnes sans soutien, souvent précaires, qui subiront à eux.elles seul.e.s toute la répression judiciaire qui va s'abattre.

Par la suite, l'occupation du campus devient de plus en plus symbolique jusqu'à complètement cesser, les autonomes à force de pression quittent le campus, les actions sont divisées, les JC sur place se voient ordonner par leur organisation de quitter les lieux (parfois contre leur volonté). L'union, ça se joue à peu de choses. Nombreu.x.ses étudiant.e.s s'investiront alors dans le collectif de squatteu.r.se.s la Brèche.

### RÉPRESSION

Le 26 mai, une manifestation réchauffée par un flamboyant feu de pneus entraîne le blocage d'une avenue et des voies SNCF. Elle aura pour conséquence l'arrestation de cinq de nos camarades encore en procédure (à l'heure à laquelle nous écrivons ces lignes). Cette action ainsi que celle de l'occupation de la mairie conduira un de nos camarades à faire un mois de prison.

Les arrestations et les gardes à vue se multiplient. Face à la gravité de la situation il nous semble alors évident de combattre la répression de façon collective. Émanant du comité de mobilisation interluttes, un comité de soutien est créé pour assister TOUS les militant.e.s mis.e.s en cause. Dans un premier temps, les organisations s'impliquent jusqu'à un concert de soutien de septembre, qui est un succès. Un collectif qui va également se décomposer ne réunissant plus aujourd'hui que quelques militant.e.s et peu de structures (Ensemble! 80, PG, SUD, FA).

### MAIS QUE FAIT LA CGT ?

La mobilisation et le soutien souffrent également du bordel interne à la CGT locale. Un secrétaire de l'UD qui refuse de lâcher son poste depuis trois ans et, dans la plus pure tradition stalinienne, des militant.e.s CGT parmi les plus act.f.ve.s dans les mouvements sociaux, et ce de-

puis des dizaines d'années, sont évincé.e.s tandis que les serrures de la bourse de travail sont changées. Une léthargie nécosée s'installe dans ce qui est censé être le syndicat de masse le plus puissant. Si les travailleur.se.s sont dans la rue, où est l'appui de leur organisation ?

Parallèlement, notre Nuit Debout s'organise également modestement, sans couleur et pourtant autogérée. La première est une grande fête. Par la suite, des agoras suivies de commissions s'installeront au rythme d'une soirée par semaine. Le mouvement s'épuise et s'étirole en juin, seule une vingtaine de personnes tiennent alors que Ruffin, porte parole auto-proclamé de l'élan ayant pris sur toute la France et même au-delà, a déjà annoncé depuis longtemps la mort clinique du mouvement sans lui avoir demandé son avis. D'ailleurs nous ne l'avons pas vu, Paris doit être plus séduisante. Parce qu'entre temps l'astronef Ruffin a entamé son envol avec son mockumentaire Merci Patron. Sans reproduire ici une critique complète de l'œuvre, on se contentera de répéter la structure de l'argumentaire du collectif Le Seum :

« "Folklorisation", condescendance, mépris de classe [...] message politique foyeux [et] héroïsation gênante de Ruffin »

Le mouvement social est dès lors devenu le meilleur outil de promotion du film et de son auteur.

### BILAN

Un an après les débuts du mouvement, les différentes campagnes électorales se lancent. Un ancien élève de La Providence, Ruffin, parvient à réunir l'ensemble de la gauche locale autour de sa candidature à la députation, tandis qu'un autre devient Président de la République sur la promesse de faire pire que ce qui nous a mobilisé l'année dernière.

La tête des JC négocie avec succès la suppléance de la candidature de Ruffin tandis qu'elle dégraisse dans ses rangs, notamment certain.e.s des militant.e.s parmi les plus présent.e.s pendant l'occupation du campus. La CGT, quant à elle, reste paralysée par les divisions, détruisant la confiance des travailleur.se.s.

Les forces vives militantes se sont engagées dans les différentes campagnes électorales, présidentielles et législatives. Elles ont laissé le mouvement social moribond.

Sans attendre que nos camarades aient perdu leurs élections et réinvestissent les collectifs de lutte, aigu-



sons notre réflexion tant sur le plan des actions à mener, de leurs symboliques, que sur le plan idéologique.

Les conséquences juridiques et humaines de ce mouvement social ont été démesurées mais pas surprenantes. Les militant.e.s doivent être formé.e.s à cela, des équipes juridiques, des caisses de soutien au sein des collectifs ou des syndicats pourraient être préparées à l'avance.

Les appels à lutter contre « le système » ou « l'oligarchie » (dans le meilleur des cas) ne suffisent pas, nos actions doivent s'inscrire dans le cadre de la lutte contre le capitalisme en tant que mode de production, de vie et comme idéologie dominante. Dans chaque mobilisation, les luttes contre l'autoritarisme, le patriarcat, l'hétérosexisme, le racisme ne peuvent être abandonnées, y compris au sein même de nos collectifs. Tout ceci ne peut disparaître au nom d'un certain citoyennisme, d'une urgence sociale, au risque de conduire au plus abject confusionnisme.

Le mouvement social qui vient aura besoin d'une CGT mobilisée, débarrassée de ses parasites en chef (en attendant que le principe même du chef disparaisse). Le changement opérera petit à petit, par capillarité, à travers nos collectifs de vie, de travail et de luttes.

Alors chère Muriel, sache que nous avons tiré les leçons de nos erreurs...

**Le comité de rédaction de LE POING**

\* Myriam El Khomri sur la casse du droit du travail lors de sa passation de pouvoir à la nouvelle ministre du travail Muriel Pénicaud.